

**MESSAGE N° 221** 2 novembre 2010  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi concernant l'appro-**  
**bation de modifications de la convention intercan-**  
**tonale relative aux institutions sociales**

## 1. INTRODUCTION

Le réseau institutionnel fribourgeois est dense et permet dans une large mesure la prise en charge des personnes domiciliées dans le canton ayant des besoins spécifiques en matière de soins et d'encadrement auxquels répondent les maisons d'éducation et les établissements des domaines du handicap adulte, de la dépendance et de la formation scolaire spécialisée. Toutefois, afin de tenir compte des besoins spécifiques de la personne mais aussi pour des raisons linguistiques notamment, il peut s'avérer nécessaire qu'un Fribourgeois bénéficie de l'offre de prestations hors canton ou, inversement, qu'une prestation offerte dans le canton de Fribourg puisse être dispensée en faveur d'une personne qui n'y est pas domiciliée. La convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (ci-après: CIIS) facilite ces placements hors cantons. Elle établit des règles afférant à la prise en charge des frais d'un séjour hors canton et à la collaboration des cantons dans le domaine des institutions sociales. La CIIS contribue aussi à une prise en charge adéquate des bénéficiaires hors canton en fixant des exigences de qualité et en facilitant la planification de l'offre des prestations.

Tous les cantons ainsi que la principauté du Liechtenstein ont adhéré à la CIIS. Par décret du 10 février 2004, le canton de Fribourg y a adhéré pour l'ensemble des domaines (A, B, C et D) des institutions sociales, avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'adoption de la CIIS a précédé celle de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), par le peuple, en novembre 2004. Il en découle que, dans son état au 13 décembre 2002, la CIIS ne tenait pas compte du retrait de l'assurance-invalidité (ci-après: AI) du financement de l'enseignement spécialisé et de l'aide aux personnes handicapées (subventions de construction et d'exploitation), comme conséquence de la RPT. Elle ne prenait pas non plus en considération, ni la nouvelle loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (ci-après: LIPPI), ni la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (ci-après: LPC). Par ailleurs, il s'est avéré nécessaire d'assurer la compatibilité de la CIIS avec l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI), lequel détermine des principes et une procédure généraux applicables à la collaboration intercantonale.

C'est pourquoi le comité de la Conférence de la convention CIIS a mis en place, en avril 2006, une organisation de projet ayant pour objectif de formuler des propositions en vue de l'adaptation de la CIIS. Les travaux ont consisté à assurer la compatibilité des dispositions de la CIIS avec les arrêtés fédéraux et la législation d'exécution concernant la RPT. Les modifications adoptées par la Conférence de la convention CIIS en date du 14 septembre 2007 répondent à l'objectif fixé mais n'affectent pas les dispositions fondamentales de la CIIS. Elles sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## 2. ORIENTATION GÉNÉRALE DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi permet de ratifier les modifications adoptées par la Conférence de la convention CIIS en date du 14 septembre 2007. Dans un premier temps, il a été prévu de soumettre pour approbation les modifications du 14 septembre 2007 en même temps qu'une nouvelle modification plus conséquente de la CIIS, actuellement en cours d'élaboration. Suite au report de cette dernière, il est désormais nécessaire de procéder rapidement à la ratification des modifications de 2007.

En outre, l'approbation de ces modifications présente l'opportunité de procéder à des rectifications rédactionnelles, dues à une retranscription actuellement inexacte du texte de la CIIS dans le Recueil systématique de la législation fribourgeoise.

## 3. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS MODIFIÉES

Ce commentaire synthétise les modifications adoptées le 14 septembre 2007. Pour un commentaire général des dispositions, il est fait référence au Commentaire de la CIIS (voir annexe), dont seule la version allemande fait foi.

### *Préambule*

Il s'agit de modifications rédactionnelles.

### *Art. 2 al. 1*

Les adaptations apportées à l'**article 2 al. 1** sont de trois ordres. Pour le domaine A (institutions à caractère résidentiel pour enfants et adolescents), la modification de la deuxième phrase constitue un ajustement de la limite d'âge à celle du droit pénal des mineurs (abaissement de l'âge maximal de 25 à 22 ans). La nouvelle définition de l'institution du domaine B (institutions pour personnes handicapées adultes) tient compte de la LIPPI. La description des écoles spéciales, c'est-à-dire du domaine D, est désormais plus détaillée.

### *Art. 3*

Outre des changements rédactionnels (**al. 1 et 3**), la modification de la disposition permet de consacrer un alinéa propre aux établissements pour personnes âgées et institutions avec une direction médicale (**al. 2**).

La RPT n'a pas altéré la compétence de la Confédération en matière des mesures de réinsertion professionnelle fournies par des institutions et les coûts afférents demeurent supportés par l'AI. Cette exception est désormais réglée à l'article consacré aux délimitations applicables à tous les domaines (**al. 4**).

### *Art. 4 let. d et e*

Il s'agit de modifications rédactionnelles du texte allemand.

### *Art. 5*

Le canton de domicile est compétent en matière de garantie de prise en charge financière du placement. Cette compétence est toutefois réglée de manière spéciale dans deux cas de figures:

Le séjour dans un home, ou une autre forme de logement collectif, d'une personne handicapée adulte ne modifie pas la compétence en matière de garantie de prise en charge financière. D'une part, les cantons répondants sont ainsi protégés d'une augmentation du nombre de prises en charge résultant des assez fréquents déplacements de domicile au lieu de l'institution. La teneur de 2002 de l'article 5 comprenait déjà cet aspect. D'autre part, il résulte de la modification de cette disposition une coordination avec la compétence en matière de prestations complémentaires (art. 21 al. 1 LPC). Le financement des séjours dans les foyers étant en grande partie assuré par les prestations complémentaires, une compétence analogue est apparue nécessaire (**al. 1**).

En matière d'école spéciale (enseignement spécialisé en externat), c'est le principe du lieu de séjour qui s'applique (**al. 2**).

#### **Art. 6 al. 3 et 4**

Il s'agit de modifications rédactionnelles, celle de l'al. 4 ne concerne que le texte allemand.

#### **Art. 9 al. 1 let. j et k**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle.

#### **Art. 11 al. 1 let. b et e**

Il s'agit de modifications rédactionnelles du texte français.

#### **Art. 17 al. 3**

Le secrétariat général n'assure plus la fonction d'instance de conciliation.

#### **Art. 19**

Il s'agit de modifications rédactionnelles, celle de l'article 2 ne concerne que le texte allemand.

#### **Art. 20 al. 1**

La prise en charge des coûts se base à présent sur le principe de la couverture des coûts globaux, c'est-à-dire que les charges nettes imputables correspondent aux coûts globaux des prestations fournies, sous déduction des recettes provenant de l'exploitation, des revenus de capitaux ainsi que des donations destinées à l'exploitation. En effet, suite au retrait de l'AI dans le contexte de la RPT, les contributions de la Confédération à la construction et l'exploitation des institutions se limitent désormais à celles prévues dans la Loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures, pour les établissements concernés du domaine A.

L'article 20 a par conséquent été modifié afin de supprimer la mention des contributions de l'AI (**al. 1, 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> phrase**).

#### **Art. 23 al. 2**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte allemand.

#### **Art. 24**

L'heure de travail constitue désormais l'unité de calcul pour les prestations des ateliers et la journée de séjour celle pour les centres de jour (domaine B). En ce qui

concerne les prestations des écoles spéciales, c'est désormais l'heure de cours, de thérapie ou de conseil qui tient lieu d'unité de calcul.

#### **Art. 25 al. 1**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte allemand.

#### **Art. 26 al. 1**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle.

#### **Art. 27**

Il s'agit de modifications rédactionnelles.

#### **Art. 28 al. 1 et 2**

Il a été procédé à une correction du renvoi, suite à la modification de la teneur de l'article 2 al. 1 (**al. 1**). La contribution personnelle des bénéficiaires de prestations en foyers ou en centre de jour du domaine B (art. 2) a fait l'objet d'une reformulation: elles participent désormais non plus de façon «appropriée» mais «partiellement ou complètement» aux frais de leur placement (**al. 2**).

#### **Art. 29 al. 1**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte français.

#### **Art. 31 al. 1 et 2**

Il s'agit de modifications rédactionnelles du texte allemand.

#### **Art. 33 al. 1**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte allemand.

#### **Art. 34 al. 1**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte allemand.

### **Chapitre V**

Il s'agit d'une modification du titre, tenant compte de la nouvelle teneur de l'article 35.

#### **Art. 35ss**

Les voies de droit et le règlement des différends sont à présent compatibles avec l'ACI. Les différends entre les cantons et les organes sont désormais à régler en premier lieu par la négociation et la procédure (**art. 35 al. 1**) est déterminée par les articles 31 et suivants ACI (abrogation de l'**art. 35 al. 2**).

Le siège de la CIIS est à l'emplacement du secrétariat général de la CDAS (**art. 35<sup>bis</sup>**) et le droit du canton où se situe le siège est applicable (**art. 35<sup>ter</sup>**).

#### **Art. 38 al. 4**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte français.

#### **Art. 40 al. 3**

Cette disposition règle nouvellement l'éventuelle liquidation de la CIIS.

#### **Art. 41**

Il s'agit d'une modification rédactionnelle du texte français.

#### **Art. 42**

Le changement porte sur une modification rédactionnelle du texte français (**al. 1**) et fixe des délais pour les demandes de nouvelles garanties déposées en raison d'une modification de la compensation des coûts suite à la RPT (**al. 2**).

### **4. INCIDENCES**

#### **4.1 Conséquences financières et en personnel**

Les modifications qui pourraient porter à conséquences d'un point de vue financier sont celles des **articles 5 et 20**. Or, les implications financières de la modification de l'article 20 relèvent de la RPT et non de la CIIS. La modification de l'article 5, lue à la lumière de la Recommandation du Comité de la Conférence CIIS du 18 décembre 2009, a pour conséquence de figer au 1<sup>er</sup> janvier 2008 la compétence en matière de garantie de prise en charge financière. Il faut souligner que la très grande majorité des changements de domicile effectués après une entrée en institution consiste en une prise de domicile au lieu de l'institution. Dans ce cas de figure, la compétence était déjà figée selon la teneur de la CIIS en 2002. Les conséquences financières de l'adoption du présent projet sont donc hypothétiques et, le cas échéant, minimales.

Le projet de loi n'engendre pas d'incidence en personnel.

#### **4.2 Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes**

Le projet de loi n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

#### **4.3 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral, eurocompatibilité**

Le projet de loi est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose pas de question particulière en matière d'eurocompatibilité.

#### **4.4 Soumission au referendum législatif**

La présente loi est soumise au referendum législatif.

#### **4.5 Soumission au referendum financier**

La présente loi n'est pas soumise au referendum financier (v. point 4.1).

### **BOTSCHAFT Nr. 221**

2. November 2010

### **des Staatsrats an den Grossen Rat über die Genehmigung von Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen**

#### **1. EINFÜHRUNG**

Freiburg verfügt über ein dichtes Netz von Einrichtungen für die Betreuung der im Kanton wohnhaften Menschen mit spezifischem Pflege- und Betreuungsbedarf. Diesem Bedarf entsprechen die Erziehungsheime und die Einrichtungen in den Bereichen der Behinderung Erwachsener, der Suchtabhängigkeit und der Sonderschulung. Aufgrund der spezifischen Bedürfnisse einzelner Personen, aber auch aus namentlich sprachlichen Gründen kann es aber vorkommen, dass eine Freiburgerin oder ein Freiburger auf das Leistungsangebot ausserhalb des Kantons angewiesen ist oder dass umgekehrt eine im Kanton Freiburg angebotene Leistung für Personen erteilt werden muss, die nicht in unserem Kanton wohnhaft sind. Die Interkantonale Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen (IVSE) erleichtert solche ausserkantonalen Platzierungen. Sie enthält Vorschriften für die Übernahme der Kosten eines ausserkantonalen Aufenthalts und die Zusammenarbeit der Kantone im Bereich der sozialen Einrichtungen. Auch trägt die IVSE zu einer bedarfsgerechten Betreuung der ausserkantonalen Bezügerinnen und Bezüger bei, indem sie Qualitätsanforderungen festsetzt und die Planung des Leistungsangebots erleichtert.

Alle Kantone sowie das Fürstentum Liechtenstein sind der IVSE beigetreten. Der Kanton Freiburg ist ihr mit Dekret vom 10. Februar 2004 für alle Bereiche (A, B, C und D) der sozialen Einrichtungen beigetreten; dieses trat am 1. Januar 2006 in Kraft.

Die IVSE wurde angenommen, bevor im November 2004 die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) vom Volk angenommen wurde. Somit berücksichtigt die IVSE in der Fassung vom 13. Dezember 2002 nicht den Rückzug der Invalidenversicherung (IV) aus der Finanzierung der Sonderschulung und der Behindertenhilfe (Investitions- und Betriebsbeiträge), eine Auswirkung der NFA. Sie berücksichtigt auch nicht die Anschlussgesetzgebung mit dem neuen Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über die Institutionen zur Förderung der Eingliederung von invaliden Personen (IFEG) und dem Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über die Ergänzungsleistungen zur AHV und zur IV (ELG). Im Übrigen erwies es sich als notwendig, die Konformität der IVSE mit der Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (IRV) sicherzustellen; diese setzt die Grundsätze und das Verfahren fest, die allgemein für die interkantonale Zusammenarbeit gelten.

Daher setzte der Vorstand der Vereinbarungskonferenz IVSE im April 2006 eine Projektorganisation ein mit dem Auftrag, Vorschläge für eine Anpassung der IVSE zu formulieren. Die Arbeiten bestanden darin, die Übereinstimmung der IVSE mit den Bundesbeschlüssen und der die NFA betreffenden Ausführungsgesetzgebung sicherzustellen. Die von der Vereinbarungskonferenz am 14. September 2007 verabschiedeten Änderungen entsprechen dieser Zielsetzung, berühren die grundlegenden

Bestimmungen der IVSE aber nicht. Sie sind am 1. Januar 2008 in Kraft getreten.

## 2. ALLGEMEINE AUSRICHTUNG DES GESETZESENTWURFS

Dieser Gesetzesentwurf ermöglicht die Ratifizierung der am 14. September 2007 von der Vereinbarungskonferenz beschlossenen Änderungen. Zunächst war vorgesehen, die Änderungen vom 14. September 2007 gleichzeitig mit einer neuen, grösseren Änderung der IVSE, die derzeit in Arbeit ist, zur Annahme zu unterbreiten. Weil diese Arbeit aber vertagt wurde, ist jetzt eine rasche Ratifizierung der Änderungen von 2007 nötig.

Darüber hinaus bietet die Annahme dieser Änderungen Gelegenheit zu redaktionellen Berichtigungen infolge einer derzeit fehlerhaften Übernahme des Textes der IVSE in die Systematische Gesetzessammlung des Kantons Freiburg.

## 3. ERLÄUTERUNG DER GEÄNDERTEN BESTIMMUNGEN

Diese Erläuterung gibt einen Überblick über die am 14. September 2007 beschlossenen Änderungen. Für eine allgemeine Erläuterung der Bestimmungen wird auf den Kommentar der IVSE verwiesen (siehe Anhang), von dem nur die deutsche Fassung rechtsgültig ist.

### *Präambel*

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen.

### *Art. 2 Abs. 1*

Der **Artikel 2 Abs. 1** erfuhr dreierlei Änderungen. Für den Bereich A (stationäre Einrichtungen für Kinder und Jugendliche) stellt die Änderung des zweiten Satzes eine Anpassung der Altersgrenze an diejenige des Jugendstrafrechts dar (Senkung des Höchstalters von 25 auf 22 Jahre). Die neue Definition der Einrichtung des Bereichs B (Einrichtungen für erwachsene behinderte Personen) trägt dem IFEG Rechnung. Der Beschrieb der Sonderschulen, d.h. des Bereichs D, ist jetzt detaillierter.

### *Art. 3*

Über die redaktionellen Änderungen hinaus (**Abs. 1** und **3**) entsteht ein eigener Absatz, der Einrichtungen für ältere Menschen und medizinisch geleitete Einrichtungen gilt (**Abs. 2**).

Nichts geändert hat die NFA an der Zuständigkeit des Bundes für die von den Einrichtungen erteilten Massnahmen der beruflichen Eingliederung, und die entsprechenden Kosten werden weiterhin von der IV getragen. Diese Ausnahme wird jetzt im Artikel über die Abgrenzungen geregelt, die für alle Bereiche gelten (**Abs. 4**).

### *Art. 4 Bst. d und e*

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen des deutschen Textes.

### *Art. 5*

Für die Kostenübernahmegarantie ist der Wohnkanton zuständig. Diese Zuständigkeit wird aber für zwei Fälle speziell geregelt:

Der Aufenthalt einer erwachsenen behinderten Person in einem Heim oder einer anderen Form von gemeinschaftlicher Unterbringung ändert nichts an der Zuständigkeit für die Kostenübernahmegarantie. Zum einen sind die Standortkantone auf diese Weise vor einer Zunahme von Betreuungen infolge der ziemlich häufigen Verlegungen vom Wohnort zum Ort der Einrichtung geschützt. Schon der Wortlaut des Artikels 5 aus dem Jahr 2002 berücksichtigte diesen Aspekt. Zum anderen ergibt sich aus der Änderung dieses Artikels eine Koordination mit der Zuständigkeit für Ergänzungsleistungen (Art. 21 Abs. 1 ELG). Da die Finanzierung von Heimaufenthalten zum grossen Teil durch die Ergänzungsleistungen sichergestellt wird, schien eine sinngemässe Zuständigkeit notwendig (**Abs. 1**).

Im Bereich der Sonderschulen (externe Sonderschulung) gilt der Grundsatz des Aufenthaltsorts (**Abs. 2**).

### *Art. 6 Abs. 3 und 4*

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen; diejenige von Abs. 4 betrifft nur den deutschen Text.

### *Art. 9 Abs. 1 Bst. j und k*

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung.

### *Art. 11 Abs. 1 Bst. b und e*

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen des französischen Textes.

### *Art. 17 Abs. 3*

Das Zentralsekretariat steht nicht mehr als Schlichtungsstelle zur Verfügung.

### *Art. 19*

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen; diejenige von Abs. 2 betrifft nur den deutschen Text.

### *Art. 20 Abs. 1*

Gegenwärtig beruht die Leistungsabgeltung auf dem Grundsatz der Gesamtkostendeckung, das heisst, der anrechenbare Nettoaufwand entspricht den Gesamtkosten der erteilten Leistungen, abzüglich des anrechenbaren Ertrages (Einnahmen aus dem Leistungsbereich, Kapitalerträge sowie freiwillige Zuwendungen, soweit diese für den Betrieb bestimmt sind). Infolge des Rückzugs der IV im Zusammenhang mit der NFA beschränken sich für die betroffenen Heime des Bereichs A die Beiträge des Bundes an den Bau und den Betrieb der Einrichtungen künftig auf die im Bundesgesetz vom 5. Oktober 1984 über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug vorgesehenen Beiträge.

Aus dem Artikel 20 wurde demzufolge die Erwähnung der IV-Beiträge gestrichen (**Abs. 1, 1. und 3. Satz**).

### *Art. 23 Abs. 2*

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des deutschen Textes.

### *Art. 24*

Als Verrechnungseinheit für Leistungen von Werkstätten gilt künftig die Arbeitsstunde, für Leistungen von Tagesstätten (Bereich B) der Aufenthaltstag. Für Leistungen

der Sonderschulen gilt die Unterrichts-, Therapie- oder Beratungsstunde als Verrechnungseinheit.

#### **Art. 25 Abs. 1**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des deutschen Textes.

#### **Art. 26 Abs. 1**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung.

#### **Art. 27**

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen.

#### **Art. 28 Abs. 1 und 2**

Infolge der Änderung des Wortlauts von Artikel 2 Abs. 1 wurde der Rückverweis berichtigt (**Abs. 1**). Die Kostenbeteiligung der Bezügerinnen und Bezüger von Leistungen in Heimen oder in Tagesstätten des Bereichs B (Artikel 2) wurde neu formuliert: Sie tragen künftig nicht mehr einen «angemessenen Teil», sondern die Kosten der Leistungsabgeltung «teilweise oder vollständig» (**Abs. 2**).

#### **Art. 29 Abs. 1**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des französischen Textes.

#### **Art. 31 Abs. 1 und 2**

Es handelt sich um redaktionelle Änderungen des deutschen Textes.

#### **Art. 33 Abs. 1**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des deutschen Textes.

#### **Art. 34 Abs. 1**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des deutschen Textes.

### **Kapitel V**

Es handelt sich um eine Änderung der Überschrift in Berücksichtigung des neuen Wortlauts von Artikel 35.

#### **Art. 35 ff**

Der Rechtsschutz und die Streitbeilegung stimmen jetzt mit der IRV überein. Streitigkeiten zwischen Kantonen und Organen sind künftig zuvorderst durch Verhandlungen beizulegen, und das Verfahren (**Art. 35 Abs. 1**) bestimmt sich nach den Artikeln 31ff IRV (Aufhebung von **Art. 35 Abs. 2**).

Der Sitz der IVSE ist am Standort des Zentralsekretariates der SODK (**Art. 35<sup>bis</sup>**), und es gilt das Recht des Sitzkantons (**Art. 35<sup>ter</sup>**).

#### **Art. 38 Abs. 4**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des französischen Textes.

#### **Art. 40 Abs. 3**

Diese Bestimmung regelt neu die allfällige Auflösung der IVSE.

#### **Art. 41**

Es handelt sich um eine redaktionelle Änderung des französischen Textes.

#### **Art. 42**

Zum einen handelt es sich um eine redaktionelle Änderung des französischen Textes (**Abs. 1**). Zum anderen werden die Fristen für neue Gesuche um Kostenübernahmegarantie festgesetzt, die wegen einer Änderung der Kostenverrechnung infolge der NFA eingereicht wurden (**Abs. 2**).

## **4. AUSWIRKUNGEN**

### **4.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Finanziell auswirken könnten sich die Änderungen von **Artikel 5 und 20**. Die finanziellen Implikationen der Änderung von Artikel 20 fallen aber in den Bereich der NFA und nicht der IVSE. Im Licht der Empfehlung des Vorstands der IVSE Vereinbarungskonferenz vom 18. Dezember 2009 gelesen, hat die Änderung von Artikel 5 ab dem 1. Januar 2008 eine unveränderte Zuständigkeit in Sachen Kostenübernahmegarantie zur Folge. Es sei unterstrichen, dass die sehr grosse Mehrheit der Wohnsitzwechsel, die nach dem Eintritt in eine Institution erfolgen, in einer Wohnsitznahme am Ort der Einrichtung besteht. In diesem Fall blieb die Zuständigkeit schon 2002 nach dem Wortlaut der IVSE von 2002 unverändert. Die finanziellen Auswirkungen der Annahme dieses Entwurfs sind also hypothetischer Art und allenfalls minimal.

Der Gesetzesentwurf zeitigt keine personellen Auswirkungen.

### **4.2 Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden**

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

### **4.3 Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht, Eurokompatibilität**

Der Gesetzesentwurf ist mit der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht konform. Es stellt sich keine besondere Frage in Bezug auf die Vereinbarkeit mit europäischem Recht.

### **4.4 Gesetzesreferendum**

Dieses Gesetz ist dem Gesetzesreferendum unterstellt.

### **4.5 Finanzreferendum**

Dieses Gesetz ist dem Finanzreferendum nicht unterstellt (s. Punkt 4.1)

## Loi

*du*

### **concernant l'approbation de modifications de la convention intercantonale relative aux institutions sociales**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 2 novembre 2010;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **Art. 1**

Le canton de Fribourg approuve les modifications de la convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS) (RSF 834.0.4) adoptées par la Conférence de la convention CIIS en date du 14 septembre 2007 et dont la teneur suit la présente loi.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

---

## Gesetz

*vom*

### **über die Genehmigung von Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. November 2010;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Der Kanton Freiburg genehmigt die Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen (IVSE; SGF 834.0.4), die am 14. September 2007 von der Vereinbarungskonferenz IVSE beschlossen wurden und die im Anhang zu diesem Gesetz veröffentlicht werden.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

---

## Modifications

du 14 septembre 2007

### de la convention intercantonale relative aux institutions sociales

---

#### *Préambule*

*Remplacer l'expression «Conférence suisse des chefs des départements cantonaux de justice et police» par «Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police».*

*Remplacer l'expression «Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sanitaires» par «Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé».*

#### *Art. 2 al. 1 domaines A, B et D*

[<sup>1</sup> La CIIS concerne les institutions des domaines suivants:]

**A** [Les institutions à caractère résidentiel qui, sur la base de la législation fédérale ou cantonale, accueillent des personnes jusqu'à l'âge de 20 ans révolus ou au plus jusqu'à la fin de leur première formation, pour autant qu'elles aient été admises ou placées dans une institution avant l'accession à la majorité.]

S'il s'agit de l'exécution de mesures au sens de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, la limite d'âge est de 22 ans révolus, quel que soit l'âge lors de l'admission.

**B** Les institutions pour adultes handicapés ou les unités de telles institutions au sens de la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI):

- a) les ateliers qui occupent en permanence dans leurs locaux ou dans des lieux de travail décentralisés des personnes invalides ne pouvant exercer aucune activité lucrative dans des conditions ordinaires;
- b) les homes et les autres formes de logement collectif pour personnes invalides dotées d'un encadrement;

## Änderungen

vom 14. September 2007

### der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen

---

#### *Präambel*

*Den Ausdruck «Schweizerischen Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren (KKJPD)» durch «Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD)» ersetzen.*

*Den Ausdruck «Schweizerischen Konferenz der kantonalen Sanitätsdirektoren (SDK)» durch «Schweizerischen Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK)» ersetzen.*

#### *Art. 2 Abs. 1 Bereiche A, B und D*

[<sup>1</sup> Die IVSE bezieht sich auf Einrichtungen der folgenden Bereiche:]

**A** [Stationäre Einrichtungen, die gestützt auf eidgenössisches oder kantonales Recht Personen bis zum vollendeten 20. Altersjahr, längstens jedoch bis nach Abschluss der Erstausbildung beherbergen, sofern sie vor Erreichen der Volljährigkeit in eine Einrichtung eingetreten oder dort untergebracht worden sind.]

Im Fall von Massnahmen gemäss dem Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht liegt die Altersgrenze unabhängig vom Eintrittsalter beim vollendeten 22. Altersjahr.

**B** Einrichtungen für erwachsene, invalide Personen oder Einheiten solcher Einrichtungen gemäss dem Bundesgesetz über die Institutionen zur Förderung der Eingliederung von invaliden Personen (IFEG):

- a) Werkstätten, die dauernd intern oder an dezentral ausgelagerten Arbeitsplätzen invalide Personen beschäftigen, die unter üblichen Bedingungen keine Erwerbstätigkeit ausüben können;
- b) Wohnheime und andere betreute kollektive Wohnformen für invalide Personen;

- c) les centres de jour dans lesquels les personnes invalides peuvent se rencontrer et participer à des programmes d'occupation ou de loisirs.

Sont assimilées aux institutions décrites aux lettres a à c les unités d'institutions qui accomplissent les mêmes prestations.

**D** Institutions de formation scolaire spéciale en externat:

- a) les écoles spéciales pour l'enseignement, le conseil et le soutien, y compris la formation scolaire spéciale intégrative de même que pour l'encadrement de jour, pour autant que cette prestation soit fournie par l'institution;
- b) les services d'éducation précoce pour enfants en situation de handicap ou qui sont menacés de l'être;
- c) les services péda-go-thérapeutiques pour la logopédie ou la psychomotricité, pour autant que ces prestations ne figurent pas dans les offres de l'école ordinaire.

**Art. 3** Délimitation

<sup>1</sup> Les institutions soumises à un concordat sur l'exécution des peines et mesures (concordats d'exécution des peines et mesures) ne font pas partie du champ d'application de la présente convention.

<sup>2</sup> Les institutions pour personnes âgées, de même que les institutions avec une direction médicale ne font pas partie du champ d'application de la présente convention.

<sup>3</sup> Les unités d'institutions selon l'alinéa 2, avec leur propre direction et comptabilité, peuvent également relever de la CIIS, pour autant qu'elles en remplissent les conditions.

<sup>4</sup> Les institutions ne font pas partie du champ d'application de la présente convention pour les prestations qu'elles accomplissent en vue de l'insertion professionnelle, au sens des dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité.

**Art. 4 let. b, d et e**

[Dans le cadre de la présente convention, les notions ci-dessous sont définies comme il suit:]

b) *Comité de la CC*

Le comité de la CC est formé des membres du comité CDAS, pour autant que leur canton ait adhéré à la CIIS.

- c) Tagesstätten, in denen invalide Personen Gemeinschaft pflegen und an Freizeit- und Beschäftigungsprogrammen teilnehmen können.

Einheiten von Einrichtungen, welche die gleichen Leistungen wie die Einrichtungen gemäss Buchstaben a bis c erfüllen, sind gleichgestellt.

**D** Einrichtungen der externen Sonderschulung:

- a) Sonderschulen für Unterricht, Beratung und Unterstützung inklusive integrativer Sonderschulung sowie für die Tagesbetreuung, sofern diese Leistung von der Einrichtung erbracht wird;
- b) Frühförderungsdienste für Kinder mit Behinderungen und von Behinderung bedrohte Kinder;
- c) Pädagogisch-therapeutische Dienste für Logopädie oder Psychomotoriktherapie, sofern diese Leistungen nicht innerhalb des Regelschulangebotes erbracht werden.

**Art. 3** Ausnahmen

<sup>1</sup> Einrichtungen, die einem Konkordat über den Vollzug von Strafen und Massnahmen (Straf- und Massnahmenvollzugskonkordate) unterstellt sind, fallen nicht unter diese Vereinbarung.

<sup>2</sup> Einrichtungen für Betagte, sowie medizinisch geleitete Einrichtungen fallen nicht unter diese Vereinbarung.

<sup>3</sup> Einheiten von Einrichtungen gemäss Absatz 2 mit eigener Rechnung und Leitung können der IVSE ebenfalls unterstellt werden, wenn sie deren Voraussetzungen erfüllen.

<sup>4</sup> Einrichtungen fallen nicht unter diese Vereinbarung für Leistungen, die sie zur beruflichen Eingliederung im Sinne der Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung erbringen.

**Art. 4 Bst. b, d und e**

[Die folgenden Begriffe werden im Rahmen der IVSE auf Grund der nachstehenden Definitionen verwendet:]

- b) *betrifft nur den französischen Text*



d) *Ne concerne que le texte allemand*

e) *Canton répondant*

Le canton répondant est le canton dans lequel l'institution a son siège. Si la maîtrise financière et de gestion de l'institution est exercée dans un autre canton, ce dernier peut, en accord avec le canton dans lequel se trouve l'institution, faire partie de la convention en tant que canton répondant.

#### **Art. 5** Compétence particulière

<sup>1</sup> Le séjour dans une institution selon l'article 2 al. 1 du domaine B let. b n'occasionne pas de changement au niveau de la compétence actuelle en matière de garantie de prise en charge des frais.

<sup>2</sup> Le remboursement de prestations de formation scolaire spéciale en externat est garanti par le canton où l'élève séjourne.

#### **Art. 6, al. 1, al. 3 et 4**

<sup>1</sup> *Ne concerne que le texte allemand*

[<sup>3</sup> Elle collabore à cet effet avec les autres conférences des directeurs concernées par le domaine des institutions sociales ainsi que la Conférence suisse des directeurs cantonaux des finances. Les autres conférences de directeurs concernées sont:]

- la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
- la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
- la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS).

<sup>4</sup> La CC consulte la CDIP, la CCDJP et la CDS pour les décisions qui leur incombent, conformément aux articles 8 let. a et 9 let. g et h de la CIIS.

#### **Art. 7 al. 2**

<sup>2</sup> Elections et votations:

d) *Wohnkanton*

Der Wohnkanton ist derjenige Kanton, in dem die Person, welche die Leistungen beansprucht, ihren zivilrechtlichen Wohnsitz hat.

e) *Standortkanton*

Standortkanton ist der Kanton, in dem die Einrichtung ihren Standort hat. Wird die unternehmerische und finanzielle Herrschaft über die Einrichtung in einem anderen Kanton ausgeübt, so kann dieser als Standortkanton vereinbart werden.

#### **Art. 5** Besondere Zuständigkeit

<sup>1</sup> Der Aufenthalt in einer Einrichtung gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B Bst. b bewirkt keine Änderung der bisherigen Zuständigkeit für das Leisten der Kostenübernahmegarantie.

<sup>2</sup> Für Vergütung von Leistungen der externen Sonderschulung hat derjenige Kanton die Kostenübernahmegarantie zu leisten, in dem sich der Schüler oder die Schülerin aufhält.

#### **Art. 6 Abs. 1, Abs. 3 und 4**

<sup>1</sup> Die SODK ist solange die federführende Konferenz, bis die Organe geschaffen sind.

[<sup>3</sup> Sie arbeitet dabei mit den weiteren im Bereich der sozialen Einrichtungen zuständigen Fachdirektorenkonferenzen und der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren zusammen. Zu den weiteren zuständigen Fachdirektorenkonferenzen gehören:]

- die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK)
- die Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD)
- die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK).

<sup>4</sup> Die VK konsultiert die EDK, die KKJPD und die GDK in Bezug auf die von ihr gestützt auf die Artikel 8 Bst. a und 9 Bst. g und h der IVSE zu fällenden Entscheide.

#### **Art. 7 Abs. 2**

<sup>2</sup> Wahlen und Abstimmungen:

- a) les décisions et élections sont valables lorsque la moitié des membres prévus par la CIIS ayant droit de vote et siégeant dans les organes de cette convention sont présents, sous réserve de l'article 8 let. a.
- b) les votes se font à la majorité simple des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, celle de la présidente ou du président est prépondérante.
- c) les élections se font à la majorité absolue des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, il est procédé par tirage au sort.

**Art. 9 al. 1 let. b, c, d, i, j et k (nouvelle) et al. 2**

[<sup>1</sup> Le comité de la CC est compétent pour:]

- b) fixer la date d'entrée en vigueur de la CIIS suite à l'obtention du quorum, ainsi que de l'information aux cantons signataires selon l'article 39;
- c) aviser la CDAS lorsque le quorum de la CIIS n'est plus atteint;
- d) approuver le budget et des comptes de la CIIS;
- i) harmoniser l'offre entre les régions et leur évaluation périodique avec elles;
- j) *abrogée*
- k) prendre toute décision ne relevant pas de la compétence d'un autre organe.

<sup>2</sup> La présidente ou le président de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS participe aux réunions du comité de la CC pour les affaires de la CIIS avec voix consultative.

**Art. 10 Désignation**

Chaque canton contractant désigne un office de liaison.

**Art. 11 al. 1 let. b, c et e**

[<sup>1</sup> L'office de liaison est compétent pour:]

- b) la réception et le traitement des demandes de GPCF ainsi que les décisions les concernant;
- c) coordonner l'information et de la gestion avec des services et des institutions, ainsi que de leur représentation à l'intérieur du canton;
- e) tenir un registre des GPCF délivrées.

- a) Rechtsgültige Beschlüsse und Wahlen bedürfen der Anwesenheit der Hälfte der in der IVSE für die Besetzung der Organe vorgesehenen stimmberechtigten Mitglieder unter Vorbehalt von Artikel 8 Bst. a.
- b) Bei Abstimmungen entscheidet das Mehr der abgegebenen gültigen Stimmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Präsidentin oder der Präsident mit Stichentscheid.
- c) Bei Wahlen gilt das absolute Mehr der abgegebenen gültigen Stimmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet das Los.

**Art. 9 Abs. 1 Bst. b, c, d, i, j und k (neu) und Abs. 2**

[<sup>1</sup> Der Vorstand VK ist zuständig für:]

- b) *betrifft nur den französischen Text*
- c) *betrifft nur den französischen Text*
- d) *betrifft nur den französischen Text*
- i) *betrifft nur den französischen Text*
- j) *aufgehoben*
- k) alle Entscheide, die nicht in die Kompetenz eines anderen Organs fallen.

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 10 Bezeichnung**

*betrifft nur den französischen Text*

**Art. 11 Abs. 1 Bst. b, c und e**

[<sup>1</sup> Die Verbindungsstellen sind zuständig für:]

- b) *betrifft nur den französischen Text*
- c) *betrifft nur den französischen Text*
- e) *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 15 al. 1 let. a**

[La Conférence suisse des offices de liaison CIIS est compétente pour:]

- a) rédiger des rapports et des propositions en relation avec les attributions du comité de la CC selon l'art. 9 let. e à h. Des propositions selon l'art. 9 let. f ne peuvent être faites que sur demande d'une conférence régionale;

**Art. 17** Secrétariat

<sup>1</sup> Le secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales gère les affaires de la CIIS, à l'exception de celles relevant de la compétence des cantons.

<sup>2</sup> Il assume également le secrétariat de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS de même que, en règle générale, celui des groupes spécialisés ad hoc.

<sup>3</sup> *Abrogé*

**Art. 18 al. 2**

<sup>2</sup> Le secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales facture ses prestations aux cantons signataires et fait l'encaissement.

**Art. 19 al. 1 et 2**

<sup>1</sup> Le canton de domicile garantit à l'institution du canton répondant la compensation des coûts en faveur de la personne et pour la période concernée, moyennant une GPCF.

<sup>2</sup> *Ne concerne que le texte allemand*

**Art. 20 al. 1**

<sup>1</sup> La compensation des coûts se compose des frais nets pris en compte après déduction des contributions de la Confédération destinées à la construction et à l'exploitation. Le solde est divisé par unité et par personne.

**Art. 21 al. 2**

<sup>2</sup> Par revenu pris en compte, il faut entendre les revenus découlant de la prestation et les revenus de capitaux ainsi que les donations pour autant qu'elles soient destinées à l'exploitation.

**Art. 15 Bst. a**

[Die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE ist zuständig für:]

- a) die Ausarbeitung von Bericht und Antrag zu den Geschäften des Vorstandes VK gemäss Artikel 9 Bst. e bis h. Anträge gemäss Artikel 9 Bst. f dürfen nur auf Antrag einer Regionalkonferenz erfolgen;

**Art. 17** Sekretariat

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>3</sup> *aufgehoben*

**Art. 18 Abs. 2**

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 19 Abs. 1 und 2**

<sup>1</sup> Der Wohnkanton sichert der Einrichtung des Standortkantons mittels der Kostenübernahmegarantie die Leistungsabgeltung zu Gunsten der Person für die zu garantierende Periode zu.

<sup>2</sup> Die zahlungspflichtigen Stellen und Personen des Wohnkantons schulden der Einrichtung des Standortkantons die Leistungsabgeltung für die Leistungsdauer.

**Art. 20 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Leistungsabgeltung berechnet sich aus dem anrechenbaren Nettoaufwand abzüglich der Bau- und Betriebsbeiträge des Bundes. Der verbleibende Betrag wird auf die Person pro Verrechnungseinheit umgerechnet.

**Art. 21 Abs. 2**

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

### **Art. 23**

<sup>1</sup> La compensation des coûts peut se faire aussi bien selon la méthode D (principe de la couverture du déficit) que la méthode F (principe du forfait).

<sup>2</sup> *Ne concerne que le texte allemand*

<sup>3</sup> Les cantons signataires encouragent le passage de la méthode D à la méthode F. Le comité de la CC encourage ce processus dans le cadre de l'article 1 al. 2.

### **Art. 24 al. 1<sup>bis</sup>, 1<sup>ter</sup>, 1<sup>quater</sup> (nouveaux) et al. 2**

<sup>1bis</sup> Pour les prestations des ateliers au sens de l'article 2 al. 1 du domaine B let. a, ce sont les heures de travail convenues qui tiennent lieu d'unité de calcul.

<sup>1ter</sup> Pour les prestations des centres de jours au sens de l'article 2 al. 1 du domaine B, c'est la journée de présence qui tient lieu d'unité de calcul. Le comité de la CC édicte une directive en vue de définir la journée de présence.

<sup>1quater</sup> Pour les prestations des écoles spéciales fournies à l'extérieur de l'institution, de même que pour les prestations des institutions d'enseignement spécialisé au sens de l'article 2 al. 1 du domaine D let. b et c, c'est l'heure d'enseignement, de thérapie ou de conseil qui tient lieu d'unité de calcul.

<sup>2</sup> Il est possible de ne pas recourir aux unités de calcul selon les alinéas 1, 1<sup>bis</sup>, 1<sup>ter</sup> et 1<sup>quater</sup> si la méthode P<sup>1)</sup> est utilisée.

<sup>1)</sup> *Il s'agit de la méthode F (Méthode P dans le texte allemand).*

### **Art. 25 al. 1**

<sup>1</sup> L'institution du canton répondant peut adresser sa facture aux instances ou personnes débitrices mensuellement. Les factures sont à payer dans les 30 jours suivant la date de réception.

### **Art. 26 al. 1**

<sup>1</sup> L'office de liaison du canton répondant demande, à l'office de liaison du canton de domicile, la GPCF avant l'entrée de la personne dans l'institution.

### **Art. 23**

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>2</sup> Besteht zwischen dem Standortkanton und seiner Einrichtung keine Abmachung bezüglich der Methode P, so kommt die Methode D zur Anwendung.

<sup>3</sup> *betrifft nur den französischen Text*

### **Art. 24 Abs. 1<sup>bis</sup>, 1<sup>ter</sup>, 1<sup>quater</sup> (neu) und Abs. 2**

<sup>1bis</sup> Für Leistungen von Werkstätten gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B Bst. a gelten die vereinbarten Arbeitsstunden als Verrechnungseinheit.

<sup>1ter</sup> Für Leistungen von Tagesstätten gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B gilt der Aufenthaltstag als Verrechnungseinheit. Der Vorstand VK erlässt eine Richtlinie zur Definition des Aufenthaltstages.

<sup>1quater</sup> Für Leistungen, die von Sonderschulen ausserhalb der Einrichtung erbracht werden sowie für Leistungen von Sonderschuleinrichtungen gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich D Bst. b und c gilt die Unterrichts-, Therapie- oder Beratungsstunde als Verrechnungseinheit.

<sup>2</sup> Bei der Methode P kann von den Verrechnungseinheiten gemäss Absätzen 1, 1<sup>bis</sup>, 1<sup>ter</sup> und 1<sup>quater</sup> abgewichen werden.

### **Art. 25 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Einrichtung des Standortkantons kann den zahlungspflichtigen Stellen und Personen monatlich Rechnung stellen. Die Rechnungen sind innert 30 Tagen nach Eingang zu bezahlen.

### **Art. 26 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Verbindungsstelle des Standortkantons holt vor der Unterbringung oder vor dem Eintritt der Person bei der Verbindungsstelle des Wohnkantons die Kostenübernahmegarantie ein.

#### **Art. 27** Modalités

<sup>1</sup> La GPCF peut être limitée dans le temps et soumise à des conditions. Lors d'un changement de domicile, le canton répondant requiert une nouvelle GPCF.

<sup>2</sup> Les GPCF illimitées dans le temps peuvent être résiliées moyennant un préavis de six mois.

<sup>3</sup> Les demandes de GPCF en faveur de personnes adultes nécessitent le consentement de ces dernières.

#### **Art. 28** Participation aux frais; généralités

<sup>1</sup> En dérogation partielle au Chapitre III (Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais), les dispositions suivantes sont applicables aux personnes adultes handicapées selon l'article 2 al. 1 du domaine B let. b et c.

<sup>2</sup> La personne adulte handicapée résidant dans une institution selon l'article 2 al. 1 du domaine B let. b et c participe partiellement ou entièrement à la prise en charge des frais au moyen de son revenu ou de sa fortune.

<sup>3</sup> Le calcul de la participation aux frais est basé sur les dispositions en vigueur dans le canton de domicile.

#### **Art. 29 al. 1**

<sup>1</sup> La participation aux frais est réclamée par l'institution à la personne ou son représentant légal sur la base de la GPCF du canton de domicile.

#### **Art. 31** Désignation des institutions

<sup>1</sup> Le canton répondant désigne les institutions pour lesquelles il est compétent et qu'il entend soumettre à la CIIS. Il les classe selon l'article 2 al. 1 dans les domaines respectifs, désigne la méthode de compensation appliquée conformément à l'article 23 et annonce ces données au secrétariat général de la CDAS.

<sup>2</sup> *Ne concerne que le texte allemand*

#### **Art. 32 al. 1**

<sup>1</sup> Le secrétariat général de la CDAS tient la liste des institutions, respectivement de leurs secteurs, soumises à la CIIS. Cette liste est classée, d'une part, en fonction des domaines (art. 2 al. 1 CIIS) et, d'autre part, en fonction des méthodes de compensation des coûts (art. 23 CIIS).

#### **Art. 27** Modalitäten

<sup>1</sup> Die Kostenübernahmegarantie kann befristet und mit Auflagen versehen sein. Bei einem Wechsel des Wohnkantons holt der Standortkanton eine neue Kostenübernahmegarantie ein.

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>3</sup> *betrifft nur den französischen Text*

#### **Art. 28** Kostenbeteiligung; Grundsätze

<sup>1</sup> Für erwachsene, invalide Personen gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B Bst. b und c gelten in teilweiser Abweichung von Kapitel III (Leistungsabgeltung und Kostenübernahmegarantie) die nachfolgenden Regeln.

<sup>2</sup> Die erwachsene, invalide Person in Einrichtungen gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B Bst. b und c trägt die Kosten der Leistungsabgeltung teilweise oder vollständig aus ihrem Einkommen und aus Anteilen des Vermögens.

<sup>3</sup> *betrifft nur den französischen Text*

#### **Art. 29 Abs. 1**

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

#### **Art. 31** Bezeichnen der Einrichtungen

<sup>1</sup> Der Standortkanton bezeichnet die Einrichtungen in seiner Zuständigkeit, welche er der IVSE zu unterstellen beabsichtigt, teilt sie im Sinne des Artikels 2 Abs. 1 den entsprechenden Bereichen zu, bezeichnet die von der Einrichtung angewandte Methode der Leistungsabgeltung gemäss Artikel 23 und meldet diese Angaben dem Zentralsekretariat der SODK.

<sup>2</sup> Fallen nicht alle Abteilungen einer Einrichtung unter die IVSE, so bezeichnet der Standortkanton ausdrücklich jene Abteilungen, auf welche die IVSE Anwendung finden soll.

#### **Art. 32 Abs. 1**

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 33 al. 1**

<sup>1</sup> *Ne concerne que le texte allemand*

**Art. 34 al. 1**

<sup>1</sup> Les cantons répondants veillent à ce que les institutions qui leur sont soumises établissent une comptabilité analytique.

**Chapitre V**

*Remplacer le titre «Voies de droit» par «Voies de droit et règlement des différends».*

**Art. 35 titre médian et al. 1 et 2**

Règlement des différends

<sup>1</sup> Les cantons et organes s'efforcent de régler par les négociations ou par la conciliation tout différend portant sur la CIIS. Ils observent en cela les directives en matière de règlement des différends selon l'article 31ss de l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI) du 24 juin 2005.

<sup>2</sup> *Abrogé*

**Art. 35<sup>bis</sup> (nouveau) Siège**

Le siège de la CIIS se trouve au lieu d'implantation du secrétariat général de la CDAS.

**Art. 35<sup>ter</sup> (nouveau) Droit applicable**

Le droit du canton siège est applicable.

**Art. 37 al. 1 et 3**

<sup>1</sup> L'adhésion à cette convention peut intervenir au début d'un trimestre.

<sup>3</sup> La déclaration d'adhésion précise, conformément à l'article 2, les domaines auxquels l'adhésion est demandée.

**Art. 38 al. 1 et 4**

<sup>1</sup> La dénonciation de la CIIS doit être annoncée par écrit au secrétariat général de la CDAS à l'intention du comité de la CC.

<sup>4</sup> Les GPCF données avant la résiliation gardent leur validité.

**Art. 33 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Standortkantone gewährleisten in den dieser Vereinbarung unterstellten Einrichtungen einen therapeutisch, pädagogisch und wirtschaftlich einwandfreien Betrieb.

**Art. 34 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Standortkantone sorgen dafür, dass die ihnen unterstellten Einrichtungen eine Kostenrechnung führen.

**Kapitel V**

*Die Überschrift «Rechtsschutz» durch «Rechtsschutz und Streitbeilegung» ersetzen.*

**Art. 35 Sachüberschrift und Abs. 1 und 2**

Streitbeilegung

<sup>1</sup> Kantone und Organe bemühen sich, Streitigkeiten aus der IVSE durch Verhandlungen oder Vermittlung beizulegen. Sie befolgen hierbei die Vorschriften der Streitbeilegung gemäss Artikel 31ff. der Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (Rahmenvereinbarung, IRV) vom 24. Juni 2005.

<sup>2</sup> *aufgehoben*

**Art. 35<sup>bis</sup> (neu) Sitz**

Der Sitz der IVSE ist am Standort des Zentralsekretariates der SODK.

**Art. 35<sup>ter</sup> (neu) Anwendbares Recht**

Es gilt das Recht des Sitzkantons.

**Art. 37 Abs. 1 und 3**

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>3</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 38 Abs. 1 und 4**

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>4</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Art. 40 al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> Un éventuel bénéfice au moment de la liquidation doit être versé à la CDAS.

**Art. 41** Garantie de prise en charge des frais

Les GPCF émises avant l'abrogation de la CIIS gardent leur validité.

**Art. 42** Garanties / garantie de prise en charge des frais

<sup>1</sup> Pour les cantons signataires de la CII, les garanties délivrées gardent leur validité en tant que GPCF. L'article 27 al. 2 est applicable par analogie.

<sup>2</sup> Pour les garanties de prise en charge des frais existantes, pour lesquelles la compensation des coûts est modifiée en raison de la suppression des contributions de l'AI, de nouvelles demandes doivent être soumises au canton de domicile jusqu'au 31.3.2008. Cela vaut également à propos des prestations pour lesquelles aucune garantie de prise en charge des frais n'a été fournie jusqu'au 31.12.2007, pour autant que le calcul de la compensation des coûts soit modifié.

**Art. 43 al. 2**

<sup>2</sup> Les cantons signataires déposent leur liste adaptée aux exigences des articles 2 et 23 au plus tard 6 mois après l'adhésion auprès du secrétariat de la CDAS.

**Avenant N° 3 de la CIIS (abréviations)**

Remplacer l'abréviation «CRép» par «Crép».

Remplacer l'abréviation «LEPM» par «LPPM».

---

**Art. 40 Abs. 3 (neu)**

<sup>3</sup> Ein allfälliger Liquidationsgewinn ist der SODK zu überweisen.

**Art. 41** Kostenübernahmegarantie

*betrifft nur den französischen Text*

**Art. 42** Kostengutsprachen/Kostenübernahmegarantien

<sup>1</sup> *betrifft nur den französischen Text*

<sup>2</sup> Für bestehende Kostenübernahmegarantien, bei denen sich die Leistungsabgeltung infolge des Wegfalls der Beiträge der IV verändert, müssen dem Wohnkanton bis zum 31.3.2008 neue Gesuche unterbreitet werden. Dies gilt auch betreffend Leistungen, für welche bis zum 31.12.2007 noch keine Kostenübernahmegarantien geleistet wurden, sofern sich die Berechnung der Leistungsabgeltung verändert.

**Art. 43 Abs. 2**

<sup>2</sup> *betrifft nur den französischen Text*

**Anhang Nr. 2 zur IVSE (Abkürzungen)**

*Die Abkürzung «SDK» durch «GDK» ersetzen.*

---